



Gil Courtemanche,
journaliste et écrivain

PHOTO : JEAN-FRANÇOIS LEBLANC

L'école doit enseigner aux jeunes la citoyenneté

Claude Girard

Agent d'information

« Notre société vit de plus en plus dans un désert de culture politique. Tous les lieux se vident progressivement de la discussion citoyenne. La famille fut longtemps le premier lieu d'apprentissage de la citoyenneté, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La famille n'enseigne plus la société et l'école n'a pas pris la relève. Ce qui a pour effet que nous lançons nos jeunes dans cette société dont nous ne leur avons jamais parlé et nous sommes surpris de leur absence lors du vote, de leur résignation politique et de leur instinct de survie qui se transforme en mode de pensée. »

Journaliste et écrivain engagé, Gil Courtemanche a participé au mois de mai dernier au 3^e Carrefour de la citoyenneté responsable organisé par les Établissements verts Brundtland, une initiative de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et RECYC-QUÉBEC. L'auteur du roman *Un dimanche à la piscine à Kigali*, qui raconte le génocide perpétré au Rwanda, avait été invité à venir livrer ses réflexions sur l'engagement citoyen. *Nouvelles CSQ* a profité de l'occasion pour échanger avec lui sur sa vision de l'état de la société québécoise.

D'entrée de jeu, Gil Courtemanche soutient que la citoyenneté n'est pas innée chez l'individu. Il faut l'enseigner au jeune et puisque cela ne peut plus se faire au sein de la cellule familiale, l'école doit prendre la relève.



PHOTO : JEAN-FRANÇOIS LEBLANC

« Ce n'est pas normal que nous préparions nos jeunes à affronter la physique quantique et que certains sont en mesure de percer les codes informatiques du Pentagone alors que la plupart ignorent la différence entre la gauche et la droite. Bien des jeunes ne comprennent pas que les avantages sociaux dont leurs parents jouissent proviennent de longues luttes sociales », s'indigne M. Courtemanche.

Des conséquences néfastes

Le journaliste est convaincu que cette absence d'éducation à la citoyenneté et au sens de la société a des conséquences bien réelles dans la vie de tous les jours.

« Faut-il se surprendre que la société québécoise soit de moins en moins solidaire, de plus en plus démobilitée. C'est le résultat direct du discours de la lucidité qui a pris le haut du pavé au détriment de celui de la solidarité. Le discours dominant dans les journaux porte sur l'importance de créer la richesse alors que l'on parle bien peu de la nécessité de la distribuer. Que sert-il d'avoir une société québécoise plus riche si cela ne profite qu'à quelques biens nantis sans améliorer le sort de la majorité des citoyennes et des citoyens ? », s'interroge M. Courtemanche.

Les lacunes de la gauche

Le citoyen Courtemanche est persuadé que l'inexistence de grands journaux et partis politiques de gauche au Québec, comme c'est le cas en France, constitue une grande lacune.

« Les seules forces de gauche réelles sont les organisations syndicales et les mouvements communautaires. Malheureusement, ils n'ont pas de terrain commun d'engagement politique. C'est une grave lacune puisque c'est au niveau politique que se trouve le pouvoir de changer les choses. À défaut de s'engager dans l'arène politique provinciale et fédérale, pourquoi les organisations syndicales et les mouvements communautaires ne feraient-ils pas front commun pour s'engager en poli-

tique municipale où l'idéologie politique n'est pas un obstacle ? C'est d'ailleurs une pratique courante en France que des conseillers syndicaux se fassent élire conseillers municipaux et défendent ainsi les valeurs sociales et syndicales au sein de la commune », explique M. Courtemanche.

Une approche pour étendre l'influence syndicale

L'avantage d'une telle approche, de l'avis du journaliste, serait de permettre aux organisations syndicales, et au discours de gauche qu'elles soutiennent, d'élargir leur influence au-delà du monde du travail pour l'étendre à l'ensemble de la société.

« De cette façon, les syndicats pourraient s'intégrer encore plus à la vie des gens non syndiqués et leur transmettre leurs valeurs. Leur participation dans le débat public s'accroîtrait d'autant avec comme résultat que la société québécoise réapprendrait le sens de la solidarité. Ce dont elle a grandement besoin. En effet, nous assistons depuis quelques années au spectacle d'une société québécoise qui s'endort tranquillement dans la complaisance. Nous projetons de plus en plus l'image d'une société désintéressée qui n'a plus de grands projets et de grands rêves. Tout se passe comme si le peuple québécois s'était placé en mode survie et c'est triste à mourir... », déplore M. Courtemanche.

Une société fracturée

Le journaliste dit d'ailleurs constater qu'une certaine fracture s'est faite entre le monde syndical et la société québécoise.

« Les syndicats au Québec sont devenus des lieux de pouvoir à l'extérieur de la société. Il faut absolument que les organisations syndicales renforcent leurs liens avec les autres mouvements qui défendent les mêmes idées. Qu'il suffit de penser aux groupes altermondialistes qui se battent pour la mise sur pied de syndicats au Cameroun et qui, en même temps, éprouvent une certaine méfiance à l'égard des syndi-

« Les syndicats doivent prendre le temps de parler avec la population. Ils doivent expliquer leurs actions et faire valoir l'intérêt commun des luttes qu'ils mènent. »

cats ici. Il faut rétablir la confiance et la responsabilité en incombe aux syndicats. En France, le taux de syndicalisation est six fois moins élevé qu'ici ; pourtant lorsqu'il y a une grève majeure dans les services publics, la population appuie les syndiqués. Pourquoi n'est-ce pas la même chose au Québec ? », soulève M. Courtemanche.

La nécessité de refaire les ponts

L'écrivain croit que les syndicats doivent faire les efforts nécessaires pour refaire les ponts avec la société québécoise. « Les syndicats doivent prendre le temps de parler avec la population et non seulement avec leurs membres. Ils doivent expliquer leurs actions et faire valoir l'intérêt commun des luttes qu'ils mènent. C'est essentiel qu'ils réussissent parce qu'on le veuille ou non, les syndicats demeurent au Québec la seule véritable force de changement social qui fait la promotion d'une plus grande solidarité entre les citoyennes et les citoyens », termine M. Courtemanche.